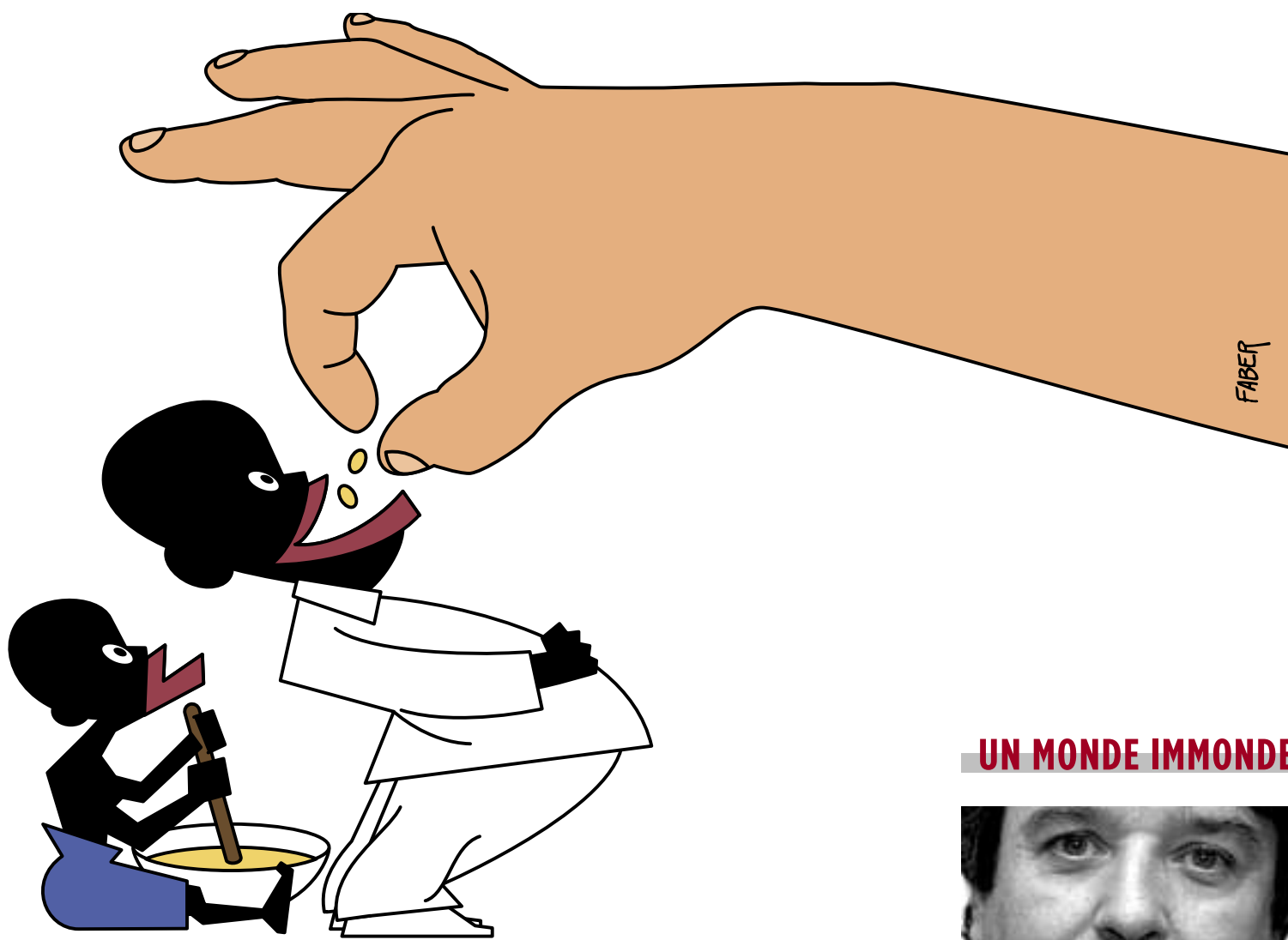




DU SOFT POWER PAGE 43 / TENDANCE MOTEUR PAGE 46 / VOYAGES: AU CŒUR DE L'HÉRAULT PAGE 47



UN MONDE IMMONDE



JEAN PORTANTE

Comment miser sur le maïs

Histoire de corruptions en cinq actes et un épilogue

C'est une histoire de corruption. Ou plutôt de corruptions. C'est aussi l'histoire d'une belle victoire citoyenne dans un pays, le Cameroun, qui n'en connaît guère*.

DAVID BROMAN

Acte un: comment le commerce corrompu de poulet européen a cassé un secteur de souveraineté alimentaire camerounais.

Alors que les anciennes colonies africaines ne parviennent pas encore à produire en suffisance les aliments nécessaires à leurs propres populations, la mondialisation exige d'elles une «participation» au «commerce» mondial. Concrètement, en 1996, cela voulait dire être obligé de verser (c'est ce qui est appelé «commerce») sur les «marchés» africains des tonnes de morceaux déclassés ou excédentaires de poulets (congelés), dont la plupart (80%) au moment de la vente aux consommateurs étaient impropres à la consommation humaine.

Cela veut dire, pour le Cameroun, des importations qui passent de 60 tonnes en 1994 à 978 en 1996 et 22.154 en 2003.

Plus concrètement, non content de contribuer à l'intoxication des consommateurs, ce type de «commerce» mondial à l'euro-péenne, qui vendait sa volaille à 0,50 euro le kilo alors que la volaille lo-

cale revenait à 2 euros, a torpillé la production avicole locale, affamant les paysans producteurs et rendant un peuple dépendant d'importations inutiles. Au Cameroun cela a donné plus de 100.000 emplois perdus.

Acte deux: de l'Association citoyenne (camerounaise) de défense des intérêts collectifs (ACDIC), avec à sa tête Bernard Njonga, parvenant à convaincre le gouvernement camerounais de limiter, puis d'arrêter, les importations de poulets congelés.

POT AUX ROSES

«Dans la foulée, nous dit Bernard Njonga, le gouvernement a aussi accepté, en 2007, d'appuyer une relance de la production nationale de poulet. Pour ce faire, il fallait aussi relancer la production nationale de maïs, l'alimentation de base des poulets.

À ce stade, au Cameroun, le déficit de maïs (120.000 tonnes à combler pour 2009) était dû non seulement à la relance de l'élevage maïs aussi à une augmentation de la consommation humaine et des exportations dans toute la région. C'est pour combler ce déficit que le gouvernement a accordé des subventions de deux milliards de francs CFA (n.d.l.r.: environ trois millions d'euros).»

Acte trois: comment l'ACDIC découvre le pot aux roses et suites de la découverte.

«Comme beaucoup de paysans ne voyaient pas l'aide arriver, poursuit Bernard Njonga, nous sommes allés voir d'un peu plus près et nous avons constaté que 62%

des destinations des subventions étaient fictives et que sur les 38% restantes, moins de 20% étaient réellement impliquées dans la filière du maïs.» D'évidence la plus grande partie des subventions avait été détournée par des fonctionnaires.

Et Bernard Njonga de poursuivre: «Pour dénoncer cette corruption, nous avons organisé une conférence de presse le 3 décembre 2008. Elle fut interdite par le préfet. Nous avons alors organisé un dîner populaire qui fut interdit par le préfet. Enfin, nous avions prévu une manifestation devant le ministère de l'Agriculture. Interdite par le préfet elle aussi, nous nous sommes rassemblés devant nos bureaux de l'ACDIC.

La police a alors chargé, nous a tabassés. Avec un collègue blessé, j'ai été enfermé deux jours en prison. Plus tard, j'ai été condamné à deux mois de prison avec sursis pendant trois ans.»

Acte quatre: comment des miracles daignent se produire à condition de les titiller.

«Alertée par notre découverte, continue Bernard Njonga, et suivant ma mise en détention, la Commission nationale anticorruption (CONAC) s'est penchée sur le problème. Dans son rapport, la CONAC non seulement confirme nos conclusions mais trouve que la corruption est deux fois plus grave. Le rapport cite notamment quarante-sept agents d'État gravement soupçonnés de corruption dans le cadre des subventions à la culture de maïs.»

Petite conclusion, parmi d'autres, tirée du rapport: «Nous

pouvons affirmer qu'une portion congrue seulement des ressources financières allouées à la subvention de la production du maïs (...) est allée dans les champs. La majeure partie ayant servi les intérêts égoïstes...»

Acte cinq: comment l'ACDIC ne lâchera pas le morceau de sitôt.

Et maintenant? Bernard Njonga: «Maintenant que la CONAC nous a donné amplement raison et affirme en plus que la corruption a eu lieu sous l'œil des plus hauts responsables, donc du ministre, nous avons trois revendications: (1) nous exigeons du ministère une totale transparence sur les destinations des fonds, (2) nous réclamons le limogeage ou la démission du ministre de l'Agriculture, et (3) comme jusqu'à présent rien n'a été fait à l'encontre des personnes incriminées par la CONAC, pas même la moindre mesure administrative, nous avons, en ce 14 septembre 2009, déposé plainte contre les quarante-sept personnes citées.»

Épilogue: comment, alors que Bernard Njonga craint pour sa sécurité personnelle et que le président Paul Biya règne «démocratiquement» sur le Cameroun depuis 1982, notamment grâce au soutien des puissances européennes, dans les hautes sphères ouâtées de la coopération internationale on adore encore tant se gargariser de «bonne gouvernance».

*Nous remercions Aude Ehlinger, de SOS Faim Luxembourg, pour son appui informatif sur ce dossier

Étrange de trouver, au réveil, devant la fenêtre, des blindés avec leurs soldats armés jusqu'aux dents! Impressionnant de descendre dans le hall de l'hôtel et de buter à chaque escalier, devant chaque ascenseur, sur des militaires au regard dissuasif. On dirait un état de siège. On dirait que, pendant la nuit, d'obscures forces ont pris le pouvoir. Il ne s'agit, en fin de compte, que de la venue du gouverneur dans cet hôtel. Bien protégé, le gouverneur! La police ne suffit plus. Il faut l'armée. C'est qu'ici, à Ciudad Juárez, dans l'État mexicain de Chihuahua, sévit, depuis on ne sait quand, la guerre. Chaque matin, les journaux locaux font le décompte macabre des morts de la nuit. Par dizaines, ces derniers. Mitraillés dans leurs voitures, exécutés sur un terrain vague, décapités dans une arrière-cour, abattus en pleine rue. On appelle ça, ici, la guerre des gangs. La guerre des cartels. Ils ont fait main basse sur la ville. Une ville gigantesque de près de deux millions d'habitants, prise en otage par quelques centaines de pistoleros. On se croirait dans un western de série B. Mais on est dans une ville mexicaine, au bord du rio Bravo, à deux pas d'El Paso et du paradis américain. C'est dans cette même ville que, pendant une semaine, alors que tout va à la dérive, le mot a pris ses quartiers. Le mot *poétique*. Celui qui, un peu partout, résiste et verse quelques louches de sérénité dans un monde sous la botte d'une marchandisation généralisée de la vie. Il résonne, ce mot, contre la violence inouïe qui s'est emparée de la ville. Il dit que l'humain est autre chose que la loi de la jungle qui, comme une pandémie, tout autour se répand.